

BILLET DE BLOG 9 juillet 2024

Du G20 à la COP 30, une voie possible pour l'ambition climatique et la transition juste ?

Auteurs

Maiara Folly

Executive Director and co-Founder of Plataforma CIPÓ

Céline Kauffmann

Directrice des programmes

🕒 Temps de lecture: 6 min



La semaine dernière, le T20, le « G20 des think tanks », a remis son [communiqué](#) aux représentants du G20 lors de sa conférence de mi-parcours à Rio de Janeiro. Dans le cadre de ce processus, l'Iddri et Plataforma CIPÓ codirigent le [Groupe de travail 2 du T20 sur « l'action climatique durable et les transitions énergétiques justes et inclusives »](#), avec le soutien de près de 30 think tanks du monde entier. Sur la base de ce travail, ce billet de blog met en lumière les principales opportunités de réussite des agendas climatiques et énergétiques du G20 dans une période de tensions géopolitiques accrues sur la voie de la COP 30 sur le climat en 2025.

Dans un contexte géopolitique défavorable, le G20 peut permettre de créer des liens ; l'agenda de la transition juste en fournit un cadre probant

Au fur et à mesure que les résultats des scrutins nous parviennent en cette année où le nombre d'élections est exceptionnellement élevé dans le monde, nous observons presque partout une tendance à la continuité du pouvoir, même si les dirigeants sont affaiblis. Si cette continuité est de nature à favoriser les récits préexistants et à renforcer les priorités en matière de sécurité, d'autonomie stratégique et de compétitivité, elle souligne également le besoin essentiel de co-bénéfices entre les agendas de l'environnement et du développement, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Partout dans le monde, les impacts structurels et redistributifs profonds de la double transition numérique et verte soulignent la nécessité de gérer les externalités négatives et de remédier aux impacts inégaux aux niveaux national et international, mettant l'accent sur l'urgence de réaliser une « transition juste » ([Iddri, 2024](#)).

Il s'agit d'une question cruciale sur laquelle le G20, par l'intermédiaire des chefs d'État, des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale, peut avoir un impact. La succession de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud à la présidence tournante du G20 a suscité des attentes quant au rôle que le groupe peut jouer pour répondre aux besoins internes des membres du G20 et au-delà, en particulier des groupes les plus vulnérables au sein de ces nations, mais aussi pour promouvoir un programme de transition juste et réduire les inégalités *entre* les pays.

Comment le G20 peut-il faire la différence ? Fiscalité internationale, réforme des banques multilatérales de développement et demande des pays

Tout d'abord, l'agenda fiscal international a le vent en poupe, avec notamment l'initiative du Brésil en faveur d'un impôt minimum coordonné sur la richesse des personnes très fortunées, souvent appelées les « super riches ». Cette proposition a été exposée dans un rapport commandé par le G20 et rédigé par Gabriel Zucman ([Zucman, 2024](#)). Elle est considérée comme une solution techniquement et politiquement viable par une *coalition* de think tanks (Think Equal *et al.*, 2024). Pour la première fois, l'appel en faveur d'un programme fiscal international plus équitable, discuté dans divers forums tels que le [Pacte de Paris pour les peuples](#) et la planète ou [le groupe de travail sur les taxes de solidarité mondiale](#), a occupé le devant de la scène lors des réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI qui se sont tenues à Washington en avril dernier. En mettant en avant des outils de redistribution essentiels, tels que la fiscalité ou la réaffectation des subventions aux combustibles fossiles, le G20 peut contribuer à attirer des ressources financières nouvelles et supplémentaires pour soutenir les transitions énergétiques justes et l'action climatique en vue de la COP 30 au Brésil.

En outre, en tant que principaux actionnaires des institutions de Bretton Woods et des banques multilatérales de développement (BMD), les pays du G20 ont une occasion unique de faire progresser les objectifs de la transition juste dans le cadre du programme de réforme des BMD et d'optimisation de l'accès aux fonds multilatéraux pour le climat. Ces efforts devraient se concentrer sur l'accessibilité financière, la transparence et la normalisation des critères d'attribution des financements afin de donner la priorité aux pays et communautés vulnérables et à faible revenu.

Il est également essentiel de travailler à la fois sur la demande et sur l'offre. Compte tenu de leur poids politique et économique, les pays du G20 se doivent de jouer un rôle moteur dans l'élaboration de plans de transition holistiques – identifiés par le groupe de travail du G20 sur la mobilisation mondiale contre le changement climatique ([G20, 2024](#)) et le groupe de travail sur la finance durable comme des domaines d'action essentiels pour le G20 ([G20, 2024](#)). Le

T20 estime que de tels plans de transition devraient soutenir à la fois la décarbonation de l'économie, l'adaptation au changement climatique, la préservation de la biodiversité et l'accès universel à une énergie propre et abordable, tout en atténuant les impacts sociaux et en requalifiant les forces de travail.

Si le G20 doit montrer l'exemple, il doit également aider les autres pays à développer leur propre capacité à concevoir et à mettre en œuvre leurs propres plans de transition. Il s'agit notamment de renforcer la coopération internationale pour faciliter le transfert des technologies existantes et le codéveloppement de nouvelles technologies à faible coût susceptibles de favoriser l'industrialisation verte dans les pays en développement. Les plans de transition holistiques sont des mécanismes essentiels pour établir une demande de financement à long terme cohérente et crédible qui s'aligne sur l'offre et peut s'intégrer efficacement aux plateformes nationales, un outil très en vue pour la coordination des partenaires au développement et l'alignement sur les priorités nationales.

En route vers la COP 30

Promouvoir des transitions justes à l'échelle mondiale n'est pas une tâche facile, car cela nécessite une compréhension approfondie des impacts sociaux de la transition et du partage des bénéfices entre les gagnants et les perdants. Cette question peut être clivante, les pays privilégiant souvent des réponses nationalistes qui donnent la priorité à leurs propres populations plutôt que des solutions fondées sur la coopération internationale. Ces défis soulignent en outre le rôle crucial du leadership du G20 dans la promotion de transitions justes, notamment en alignant ses efforts de réforme de l'architecture financière internationale sur les priorités et les principes de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Cet alignement peut être favorisé en augmentant le soutien du G20 au travail de la Troïka des présidences de la COP pour faire avancer la « Feuille de route pour une mission 1,5°C », un mécanisme conçu pour stimuler l'ambition dans le prochain cycle de contributions déterminées au niveau national en vue de renforcer l'action et la mise en œuvre au cours de cette décennie cruciale ([CIPO 2024](#) ; [Iddri, 2024](#)).

Afin de concilier durabilité environnementale et réduction des inégalités sociales et de respecter la devise de la présidence brésilienne du G20, « construire un monde juste et une planète durable », ces efforts doivent impliquer de manière significative la société civile, les communautés affectées, les *think tanks* et le secteur privé. Le [communiqué du T20](#) et la [déclaration du groupe de travail du T20 dirigé par l'Iddri et la Plataforma CIPÓ](#) indiquent la voie à suivre dans cette direction. Les dirigeants du G20 doivent prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre ces recommandations.

[CLIMATE](#)[GOUVERNANCE](#)[G20](#)[COP 30 CLIMAT](#)